



Dans la perspective du rassemblement du 4 juin à Paris, et pour dessiner les suites de ce rassemblement pour toute la presse et l'information, les délégués Filpac CGT de la presse quotidienne en région ont adopté le 30 mai 2012 la déclaration suivante.

Les patrons de l'information et de la presse veulent faire du syndicalisme la voiture balai des dégâts de leur gestion libérale, synonyme de désastre. Selon eux, il nous faudrait suppléer à leur insouciance, voire à leur cynisme, à l'égard des personnes qu'ils privent de leur travail et qu'ils expulsent vers le chômage. Notre fonction et nos ambitions sont tout autre.

La destruction massive des emplois dans la presse ne s'explique que par une logique aveugle de rentabilité financière, étrangère à la bonne gestion des sociétés d'information. Au Courrier de l'Ouest, à Midi Libre, dans le groupe Hersant et dans certains titres du groupe Ebra, à Presstalis, notamment, ce qui commande, c'est l'intérêt de l'actionnaire et le dogme libéral. S'applique aux salariés de l'information une loi exclusive : un patronat sans imagination pour la presse récupère sur la masse salariale les pertes liées à son incompétence.

Cette destruction d'emplois s'accompagne d'une pratique de détournements des fonds publics : aides anciennes et nouvelles, formation professionnelle (Edec), portage, le patronat, groupé en syndicats désormais exsangues, s'ingénie à monter des opérations de captation des subsides d'Etat pour payer les licenciements. Dernier exemple en date, le syndicat de la presse quotidienne nationale demande aux pouvoirs publics de redistribuer la valeur créée par les salariés de l'information en taxant les abonnements internet. Cette somme qu'ils estiment à 29 millions d'euros par leur permettrait de licencier gratis.

La qualification du Travail, dans toutes les catégories de personnel, est bafouée. Indispensable à l'information, cette qualification est piétinée. Les licenciements massifs des personnels administratifs, les plans de départ réputés volontaires vers le néant du chômage, la déqualification des journalistes, le traitement souvent esclavagiste du portage, en sont quelques exemples. S'y ajoute la destruction humiliante des postes des qualifications historiques, réduites à des sas de concentration vers la sortie.

Le tout parce que s'applique à l'information les exigences d'actionnaires qui veulent des normes de rentabilité financière à deux chiffres, hors de propos par rapport au produit presse, lequel devrait être fondé sur le service de l'information aux citoyens, de par les lois de la République.

C'est pourquoi la Filpac CGT et ses syndicats proposent de revendiquer :

Une transparence totale de l'utilisation des fonds publics, et leur réorganisation en fonction de la priorité donnée à l'innovation et la création éditoriales.

La rupture avec le modèle économique dogmatique, qui applique aveuglément à l'information les lois absurdes d'actionnaires autocentrés sur leurs profits.

La forte réduction, par la loi, du droit des patrons à licencier sans entrave, qui laisse les salariés sans droit.

Une loi fondamentale pour l'information devra être débattue et adoptée, qui formule les normes légales qui la mettent à l'abri des forces de l'argent qui la dominent aujourd'hui.

Dans l'immédiat, la Filpac CGT revendique une négociation nationale sur les emplois, la qualification du Travail dans l'information, et les métiers à créer débouchant sur des créations de postes stables, nécessaires au développement d'une information démocratique et pluraliste, sur tous ses supports.